

## Archived Content

Information identified as archived on the Web is for reference, research or record-keeping purposes. It has not been altered or updated after the date of archiving. Web pages that are archived on the Web are not subject to the Government of Canada Web Standards.

As per the [Communications Policy of the Government of Canada](#), you can request alternate formats on the "[Contact Us](#)" page.

## Information archivée dans le Web

Information archivée dans le Web à des fins de consultation, de recherche ou de tenue de documents. Cette dernière n'a aucunement été modifiée ni mise à jour depuis sa date de mise en archive. Les pages archivées dans le Web ne sont pas assujetties aux normes qui s'appliquent aux sites Web du gouvernement du Canada.

Conformément à la [Politique de communication du gouvernement du Canada](#), vous pouvez demander de recevoir cette information dans tout autre format de rechange à la page « [Contactez-nous](#) ».

COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES / CANADIAN FORCES COLLEGE

CSEM / AMSC 6

OCTOBRE 2003

## **Leçons algériennes de la guerre asymétrique et perspectives d'avenir**

Par / by  
Capitaine de frégate Hugues Létourneau

La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.

This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfillment of one of the communication skills requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence.

This paper may not be released, quoted or copied except with the express permission of the Department of National Defence.

## IDÉE MAÎTRESSE

*La guerre franco-algérienne peut servir de toile de fond pour quiconque doit retenir des leçons de guerre asymétrique - du moins, en ce qui concerne le terrorisme. Le terrorisme aujourd'hui peut et doit être « géré » par les pays occidentaux et par conséquent, une doctrine - quoique pas toujours « officielle » - existe déjà en grande partie.*

## RÉSUMÉ

Il va sans dire que le terme « guerre asymétrique » s'est beaucoup répandu depuis l'attentat terroriste contre le *World Trade Center* le 11 septembre 2001 et plusieurs articles et publications en font d'ailleurs état.

La guerre de libération algérienne de 1954 à 1962 était un exemple classique de guerre asymétrique et on peut prétendre aujourd'hui que la France ne pouvait pas gagner en Algérie. Cette guerre - et n'en déplaise aux puristes, il s'agissait bel et bien d'une guerre - servira d'ailleurs de toile de fond pour ce travail.

Mais à la lumière de l'expérience française en Algérie (en passant par l'Indochine), l'américaine au Viêt-Nam et bien sûr, l'attentat du *World Trade Center*, quel sens pourrait-on donc donner à une doctrine de guerre asymétrique ? La guerre asymétrique ne semble pas faire partie de la doctrine militaire des grandes puissances. Une telle doctrine est-elle même possible ?

## LEÇONS ALGÉRIENNES DE LA GUERRE ASYMÉTRIQUE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

### INTRODUCTION

On a parfois l'impression en Amérique du Nord que la guerre asymétrique a vu le jour le 11 septembre 2001 et que tout a changé à compter de ce moment-là. Or, à peine deux mois après l'attentat au *World Trade Center*, j'ai dû me rendre en Allemagne suivre un cours de l'OTAN. Ce qui m'avait frappé était justement le calme et le sens de « business as usual » aux contrôles de sécurité dans les aéroports. Pas de panique; pas de nouvelles mesures sécuritaires; autrement dit, rien de différent par rapport au 10 septembre 2001, ou 2000, ou 1999. C'est parce qu'en Allemagne, l'histoire du *World Trade Center*, bien que terrifiante, n'apportait rien de nouveau pour un pays qui avait connu la Faction de l'Armée rouge et la bande de Baader-Meinhof. La Grande-Bretagne, pour sa part compose quotidiennement et ce, depuis plus d'une trentaine d'années, avec les attentats de l'IRA - des attentats qui ne sont pas toujours relégués au sol de l'Irlande du Nord. C'est le cas de l'Espagne aussi, avec l'ETA. Bref, en Europe, ils sont habitués, en quelque sorte, et le terrorisme - forme classique de la guerre asymétrique - fait partie du paysage socio-politique de plusieurs pays occidentaux.

La guerre asymétrique existe, on peut facilement prétendre, depuis toujours. En théorie, n'importe quelle forme de conflit qui oppose des forces qui ne sont pas égales dans toutes les mesures est, par définition, « asymétrique ». Le Britannique Colin Gray, dans un article dans la revue de l'école de guerre de l'Armée américaine *Parameters*<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Colin S. Gray, « Thinking Asymmetrically in Times of Terror », *Parameters* XXXII, n° 1 (printemps 2002) : 5-14.

rappelait à ses lecteurs en 2002 que les Américains ne font que redécouvrir ce qui aurait dû sembler évident depuis toujours et que d'ailleurs, l'acte de se comporter d'une façon inattendue par l'ennemi est de bonne guerre - que ce soit du point de vue tactique, opérationnel ou stratégique. Le thème est repris un an plus tard par le général Montgomery Meigs<sup>2</sup> lorsqu'il maintient que l'asymétrie veut dire l'absence d'une base commune de comparaison de la qualité et de la capacité de forces. Le but de ce travail n'est donc pas d'essayer de présenter, pour l'énième fois, la guerre asymétrique comme quelque chose de nouveau. Plutôt, ce qui mérite un examen est la nouvelle approche de pour la combattre.

Pour l'exemple « classique » de guerre asymétrique, j'ai choisi comme toile de fond la guerre de libération algérienne de 1954 à 1962. Presque tous les éléments du terrorisme y figurent : bombes en Algérie et en France, grèves générales, embuscades, terreur du FLN<sup>3</sup> pratiquée contre sa propre population et contre d'autres organismes algériens de libération pour consolider son statut, assassinats, torture, mutilations, prélèvements de sommes financières du peuple algérien, exactions, sabotage industriel, sabotage agricole, destruction de biens publics, y compris écoles, centrales et fils électriques, intimidation et assassinats de présumés collaborateurs, interdiction de collaboration avec quiconque représentait l'administration française, y compris les Algériens de souche européenne, campagnes de désinformation, etc. Viennent s'ajouter une série de réponses également « classiques » de la part de la France et d'autres éléments contre-révolutionnaires : intervention militaire, arrestations, torture, exécutions,

---

<sup>2</sup> Montgomery C. Meigs, « Unorthodox Thoughts about Asymmetric Warfare », *Parameters* XXXIII, no 2 (été 2003) : 4.

<sup>3</sup> Acronyme de *Front de Libération Nationale* qui, par l'entremise de son aile militaire l'Armée de Libération Nationale (ALN), fut le principal organisme de lutte pour l'indépendance algérienne.

embuscades, disparitions, « regroupement » de populations et actes de terreur commis par la minorité européenne contre les autochtones. Les agissements de ces « Pieds-noirs »<sup>4</sup> deviendraient à leur tour un signe éloquent d'une contre-révolution devenue hors contrôle.

En 2001, Al Qaeda agira dans un contexte non territorial et se servira d'outils technologiques bien sûr plus modernes, mais pour ce qui est de la guerre asymétrique<sup>5</sup>, la plupart des éléments du terrorisme figurant dans l'Algérie des années cinquante peuvent s'appliquer aujourd'hui. Le contexte, cependant, n'est plus le même, puisqu'il ne s'agit plus toujours de guerres de libération nationale dans le sens classique. Par conséquent, la réplique des pays occidentaux ne peut ressembler à celle de la France (qui, de toute façon, n'a pas réussi) et devra à son tour tenir compte des nouvelles réalités géopolitiques, technologiques, culturelles (le contexte spécifique du mot sera présenté plus loin), militaires et doctrinales.

## L'ANTÉCÉDENT ALGÉRIEN

Il est intéressant de comparer ce qui semble parfois la certitude ou du moins la complaisance des Américains aujourd'hui avec les sentiments similaires qu'éprouvaient les Français des années cinquante. La France était une grande puissance coloniale - en Asie où elle dominait l'Indochine<sup>6</sup>, mais également en Afrique du Nord - principalement les pays du Maghreb, c'est-à-dire, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie. Seule la Grande-Bretagne possédait un plus grand empire.

---

<sup>4</sup> C'est ainsi qu'on désignait officieusement les Algériens de souche européenne.

<sup>5</sup> Je reconnais que le terrorisme n'est bien sûr pas la seule forme de guerre asymétrique. Le terrorisme sera cependant la principale manifestation dont il sera question ici.

<sup>6</sup> Aujourd'hui le Laos, le Cambodge et le Viêt-Nam.

Le prestige de la France, cependant, fut fortement secoué par sa défaite - soudaine et spectaculaire - aux mains de la *Wehrmacht* d'Hitler en 1940.<sup>7</sup> Le fait que l'armée la plus puissante d'Europe ait pu s'écrouler en six courtes semaines n'est pas passé inaperçu par ceux qui convoitaient l'indépendance pour leurs pays respectifs. La défaite retentissante de Dien Biên Phù en 1954 mettra fin à la présence française en Indochine. Arriveront presque au même moment les agissements pour l'indépendance - courtes et dures - du Maroc et de la Tunisie et de là aussi, les Français se retireront. Mais aux yeux de millions de Français, l'Algérie était différente. Une présence physique de presque un siècle et demie, un investissement financier et en infrastructures considérable et surtout, la présence de plus d'un million<sup>8</sup> de colons de souche française en faisaient une colonie pas comme les autres. Comme le disait le politicien Pierre Mendès France :

« On ne transige pas quand il s'agit de défendre la paix intérieure de la nation, l'unité, l'intégrité de la République. Les départements d'Algérie constituent une partie de la République française. Ils sont français depuis longtemps et d'une manière irrévocable ... Entre elles, les populations algériennes et la métropole, il n'y a pas de sécession concevable. ... Jamais la France, aucun gouvernement, aucun Parlement français, quelles qu'en soient d'ailleurs les tendances particulières, ne cédera sur ce point fondamental. »<sup>9</sup>

Les zones administratives qui constituaient l'Algérie étaient considérés des départements métropolitains à part entière. Donc, pas question de sécession. On n'ampute pas son propre bras. Et ceux qui seraient enclins à tenter l'expérience seraient écrasés impitoyablement, selon le président du Conseil français Guy Mollet :

---

<sup>7</sup> Voir par exemple les deux premiers chapitres de Philippe Bourdrel, *Le Livre noir de la guerre d'Algérie*. (Saint-Amand-Montrond : Plon, 2003).

<sup>8</sup> Guy Mollet, président du Conseil français, fixait à 1,2 million le nombre d'Algériens de souche européenne et à 9 millions les Algériens de souche musulmane. Cité dans Pierre Pellissier, *La bataille d'Alger* (Paris : Perrin, 2002), 124.

<sup>9</sup> Bourdrel, 18.

« Si nous étions dans la perspective d'une guerre, la puissance des armes modernes est telle que de faibles effectifs, utilisant la totalité de leurs moyens, obtiendraient vite dans le sang et les destructions, une victoire militaire. »<sup>10</sup>

Mais le processus est bel et bien enclenché : quoi qu'il y ait eu plusieurs incidents sporadiques à compter de la fin de la seconde guerre mondiale, la date « officielle » de la vraie démarche indépendantiste algérienne est le 1<sup>er</sup> novembre 1954, jour où trois bombes exploseront dans des cafés fréquentés surtout par des Européens.<sup>11</sup> En fait, à quelques exceptions près, la stratégie du FLN en est une des plus classiques : formation d'un parti - ou du moins, d'un mouvement - bien tissé, expansion de la base du parti dans les centres urbains et dans la campagne, croissance d'attentats surprise, meurtres - bref, des attaques contre tout ce qui représente l'ordre établi - qu'il s'agisse de symboles de l'administration française ou de ses sympathisants et collaborateurs. Pour le FLN (son nom même le suggère), il s'agit bel et bien d'une guerre de libération nationale - une lutte qui comportera de forts appuis dans le monde musulman, puisque tout au long du conflit algérien, des pays tels que la Syrie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Tunisie, le Maroc et d'autres fourniront des centaines de millions de dollars et des centaines de milliers d'armes qui seront introduits clandestinement en Algérie.<sup>12</sup> Il va sans dire que ces appuis seront d'une importance capitale, la France ne bénéficiant pas d'appuis équivalents. Il est à noter d'ailleurs que les coûts que la France devra déboursier auront de fortes répercussions et joueront un rôle de premier plan quant à son éventuelle décision de quitter l'Algérie en 1962. À titre d'exemple, Philippe Bourdrel écrivait qu'en 1957, les

---

<sup>10</sup> *ibid*, 77.

<sup>11</sup> Le terme *Européen* sera désormais surtout utilisé dans ce travail non pour parler des citoyens des pays du continent européen mais plutôt, pour décrire les habitants non musulmans - pour la plupart de souche française - d'Algérie.



dépenses militaires de la France représentaient à peu près 30 % du budget de l'État, soit le triple du montant consacré à l'éducation nationale. On évaluait que le budget militaire réservé à l'Algérie était passé de 50 milliards de francs en 1955 ... à 300 milliards en 1956.<sup>13</sup>

## LA FRANCE AURAIT-ELLE PU GAGNER EN ALGÉRIE ?

Bien que ce travail porte sur l'ensemble de l'Algérie, pour être plus exact, il faudrait en fait parler de deux conflits : celui de l'ensemble du pays et celui concentré dans la capitale. La 10<sup>e</sup> Division de parachutistes (10<sup>e</sup> DP), commandée par le général Jacques Massu, a nettement gagné, dans son sens militaire, ce que les historiens s'entendent pour appeler la Bataille d'Alger et ce, pour plusieurs raisons. À Alger, le FLN a pris un certain nombre d'années pour consolider son emprise sur la population musulmane. Le PCA, le MNA<sup>14</sup> et d'autres organismes ont livré une chaude et âpre lutte pour se positionner comme seule et unique « voix » de la libération algérienne, une lutte que le FLN a gagnée en raison d'une meilleure organisation et en terrorisant ces derniers. Du côté français, le général Massu n'a pas hésité à utiliser des tactiques comme la torture pour briser la révolution à Alger. Pour lui, en tant que militaire quasi-stéréotypique, il considérait qu'il avait un devoir à accomplir et qu'il serait donc jugé en fonction des résultats et non par les moyens utilisés. Il reprendra ce thème quinze ans plus tard:

« La Bataille d'Alger, livrée en 1957 par les parachutistes et les troupes de secteur placées sous mes ordres, a indiscutablement atteint les objectifs désignés. »<sup>15</sup>

---

<sup>12</sup> Voir, à titre d'exemple, Pellissier, 112-113.

<sup>13</sup> Bourdrel, 173.

<sup>14</sup> Parti communiste algérien, Mouvement national algérien.

<sup>15</sup> Jacques Massu, *La Vraie Bataille d'Alger* (Évreux : Plon, 1971), 324.

« La sécurité rétablie permet la libre circulation dans tous les quartiers et jusque dans la Casbah. Les cinémas, les cafés, les stades sont rouverts, nul n'est plus fouillé à l'entrée. Les trams et les autobus connaissent la fréquentation intense d'avant-guerre, la vie culturelle a repris. Le couvre-feu supprimé permet les nuits indéfiniment prolongées des pays méditerranéens. »<sup>16</sup>

Mais comme les Américains l'apprendront plus tard au Viêt-Nam, le conflit algérien en était un qui se livrait sur deux fronts : sur le terrain en Algérie et dans l'opinion publique française. C'est d'ailleurs un thème qui revient dans tous les écrits sur ces deux conflits. David Craig, dans son analyse de l'aventure américaine au Viêt-Nam, décrit, comme bien d'autres, la désillusion graduelle des dirigeants américains et l'effritement progressif de la « volonté de gagner. »<sup>17</sup> De plus, les références notent que le FLN, pour accélérer sa démarche, n'hésitait pas à exporter le terrorisme en France, attaquant par voie de bombes et d'assassinats plusieurs cibles en sol français - mesure susceptible de promouvoir le dégoût chez le Français moyen pour l'aventure algérienne. À ce dégoût, il faut ajouter celui que ressentent la plupart des citoyens des démocraties occidentales pour des mesures jugées non civilisées telles que la torture, un point que Massu semble mal comprendre. Cependant, il est sans doute intéressant de constater qu'à la suite des événements du 11 septembre 2001, certains commencent à soutenir qu'en fait, c'est là que le vrai changement d'attitudes devra s'effectuer - que pour combattre la terreur, il faudra dorénavant envisager des méthodes considérées répugnantes dans le passé, un

---

<sup>16</sup> *ibid*, 327.

<sup>17</sup> Capv David W. Craig, « Asymmetrical Warfare and the Transnational Threat: Relearning the Lessons from Vietnam », (Toronto : Travail rédigé dans le cadre du Cours supérieur des études militaires au Collège des Forces canadiennes, 1998), 5. Craig se montre d'ailleurs assez prévoyant en 1998. Parlant des différents attentats d'Al Qaeda, y compris celui du *World Trade Center* en 1993, il écrit (p. 7) que « ce n'est qu'une question de temps avant le prochain. »

« paradigm shift » - terme souvent utilisé par les analystes anglophones - qui donnerait donc tardivement raison, en quelque sorte, à Massu.<sup>18</sup>

Mais dans les années cinquante, le 11 septembre 2001 était encore bien loin et à l'époque, la France, comme les États-Unis dix ans plus tard, subirait une défaite sur le front de l'opinion publique et ce, autant au niveau domestique qu'international.

Il est important de noter la présence en Algérie des 1,2 million de « Pieds-noirs », les Algériens de souche européenne. Il va sans dire que l'existence de ces derniers viendra envenimer et compliquer davantage le processus décisionnel menant au départ français de l'Algérie. Les Européens d'Algérie verront dans ce départ non un dégageant, mais plutôt un abandon. À leur tour, ils contribueront une certaine forme de terrorisme et de contre-terrorisme et aideront beaucoup à déstabiliser et à achever la IV<sup>e</sup> République.<sup>19</sup> Sans les Pieds-noirs, la France aurait sans doute quitté l'Algérie plus tôt, comme elle l'avait fait en Tunisie et au Maroc. Mais si le départ déchirant de plus d'un million<sup>20</sup> d'Européens d'Algérie a fait couler beaucoup d'encre,<sup>21</sup> il semblerait que ces Pieds-noirs n'ont fait que retarder dans ce pays un processus de décolonisation qui se déroulait à l'échelle mondiale au cours des années cinquante et soixante.

---

<sup>18</sup> Voir, par exemple, Colin S. Gray, note en bas de page n° 1 ci-dessus, p. 6, où il écrit : « The United States has to ask imaginatively what it is that its asymmetric foes value highly, and devise ways and prepare means to hurt those values severely. **If there are cultural barriers on our side to incorporating particularly murderous options into our policy, strategy, or operational intent, then we may need to reconsider some of our attitudes and rules of engagement.** » (mon emphase)

<sup>19</sup> Ils donneront également du fil à retordre à la nouvelle V<sup>e</sup> République de de Gaulle. Certains auront recours aux armes : l'OAS (Organisation Armée Secrète) fait partie intégrante de l'histoire des années avant et après le régime français en Algérie et figure donc au premier plan de tous les textes sur cette période. Il serait intéressant d'effectuer une étude sur les minorités dominantes dans les sociétés en voie de décolonisation - qu'il s'agisse des Amériques, de l'Asie et de l'Afrique, incluant, bien sûr, l'Algérie. La question de l'OAS - composée de Français (surtout militaires) récalcitrants et de Pieds-noirs - est bien abordée dans Georges Fleury, *La guerre en Algérie* (Saint-Amand-Montrond : Perrin, 1999), 477-606.

<sup>20</sup> Fleury, 607.

<sup>21</sup> Alistair Horne, *Histoire de la Guerre d'Algérie* (Paris : Albin Michel, 1980), 497-552. Les deux chapitres comprenant ces pages sont d'ailleurs intitulés « La valise ou le cercueil. »

L'arrivée au pouvoir de Charles de Gaulle en 1958 sera déterminant pour la démarche indépendantiste algérienne. Bien qu'il ait pris position initialement pour le maintien d'une Algérie française,<sup>22</sup> de Gaulle, un homme réaliste,<sup>23</sup> a fini par se rendre à l'évidence : la position française en Algérie était devenue intenable : non, la France ne pouvait pas gagner en Algérie.

L'expérience française algérienne comprend donc plusieurs leçons de guerre asymétrique : nationalisme, guérilla, dévouement indéfectible à une cause, réactions asymétriques et l'incapacité d'une grande puissance à réagir de façon à gagner. Il est même parfois question d'intégrisme musulman, certains tracts du FLN faisant allusion à une « djihad » contre les forces étrangères - terme aujourd'hui des plus courants. Il existe bien sûr certaines différences : à l'encontre des guerres française et américaine au Viêt-Nam où, vers la fin, la guérilla cédait la place aux déploiements conventionnels (Dien Biên Phù en 1954, Tet en 1968 et Da Nang, Saigon, etc. en 1975), le FLN n'a jamais déployé d'« armée », strictement parlant. Les attentats du FLN en sol français n'ont pas eu d'échos aux États-Unis pour le Viêt-Nam. Mais à part certains progrès technologiques et l'internationalisation hors frontières du terrorisme, Al Qaeda, Hamas et l'IRA sont-elles des organisations si différentes du FLN ? La prochaine section tentera d'examiner les possibilités et les perspectives d'un contre-terrorisme « rentable » à la lumière de ces leçons.

---

<sup>22</sup> Horne, 312, où il cite un chef étudiant Pied-noir : « Nous avons été, disent-ils, le tremplin dont de Gaulle s'est servi pour sauver la France. Alors désormais, il devra danser avec notre musique. »

<sup>23</sup> C'était de Gaulle qui, en 1945-1946, avait mis fin aux déchirements en France causés par les règlements de comptes contre ceux et celles qu'on accusait d'avoir collaborer avec les nazis.

## COMMENT PEUT-ON DONC « GÉRER » LE NOUVEAU TERRORISME ?

En fait, le nouveau terrorisme n'est pas si « nouveau ». Au cours des deux ou trois dernières décennies, les Britanniques ont subi plusieurs attentats de l'IRA en Angleterre et nous avons vu que le FLN en avait commis en France. L'attaque de l'OLP<sup>24</sup> en 1972 contre les athlètes olympiques israéliens, quoique pas dirigée contre l'Allemagne, a tout de même eu lieu à Munich. Il est possible, cependant, qu'à part ceux de l'IRA, ces attaques aient été ponctuelles et circonstanciées. On accuse certes certains pays « bandits » tels que la Libye de promouvoir des réseaux de terreur à l'échelle planétaire - l'explosion de l'aéronef au-dessus de Lockerbie en Écosse est un exemple. Mais il faut se demander si le terrorisme est plus répandu aujourd'hui qu'autrefois. Les attentats contre l'ambassade américaine à Beyrouth et contre le navire de guerre *Cole* sont d'éloquents exemples d'attaques contre des symboles américains. Bien sûr, l'attentat contre le *World Trade Center* est différent, puisque là, comme le dit Eric Stevens,<sup>25</sup> c'est la patrie américaine qui fut attaquée. Il n'existe pas de doute qu'aucun autre acte de terrorisme n'a tant attiré l'attention des États-Unis et il est fort possible qu'en même temps que les deux tours, c'est la relative complaisance des Américains envers le terrorisme mondial qui s'est écroulée. Est-ce qu'il en découle donc qu'il y a aujourd'hui « plus » de terrorisme que dans les années cinquante ? C'est peut-être une question de perception.

---

<sup>24</sup> OLP : Organisation pour la libération de la Palestine.

<sup>25</sup> Lcol Eric D. Stevens, « Asymmetrical Warfare: New Networks Against Network Terrorism. » Toronto : Travail rédigé dans le cadre du Cours supérieur des études militaires au Collège des Forces canadiennes, 2002, 7.

## **Approches et gestion géopolitiques, technologiques, culturelles, militaires et doctrinales**

*L'aspect géopolitique.* La guerre asymétrique que craint l'occident est bien sûr le terrorisme, mais pas le terrorisme associé aux guerres de libération nationale telles que l'Algérie ou le Viêt-Nam. Il est vrai que le FLN avait commis des attentats en sol français, mais en règle générale, ces deux conflits ont principalement eu lieu sur les territoires des pays concernés.

Il existe tout de même au Moyen-Orient une certaine dimension territoriale : il est clair que l'OLP veut son propre état-nation<sup>26</sup> et les attentats presque quotidiens visent d'ailleurs à déloger la présence israélienne des territoires occupés. Osama ben Laden a dit à maintes reprises que c'est la justice et la paix en Palestine qu'il veut avant tout, accompagné du départ de l'influence infidèle américaine. Mais grâce à l'internationalisation des capitaux et de la technologie, l'occasion existe - et Al Qaeda semble en avoir profité pleinement - de déployer ses fonds de façon judicieusement asymétrique et en établissant de bases multiples - dans plusieurs pays. Le général Meigs parle d'ailleurs de la facilité avec laquelle ben Laden a pu déménager ses pénates du Soudan à l'Afghanistan et du peu d'argent qu'a coûté l'attentat du *World Trade Center* (0,5 million de \$).<sup>27</sup> Et ces fonds sont relativement faciles à amasser : la richesse personnelle de ben Laden est bien connue, mais les pays occidentaux - particulièrement les États-Unis et le Canada - possèdent de fortes communautés culturelles, dont des citoyens originaires du Moyen-Orient. Chez ces derniers se trouvent sûrement quelques-

---

<sup>26</sup> Il resterait à voir, cependant, si une éventuelle Palestine pourrait vivre harmonieusement avec l'Israël comme voisin, puisque des milliers de Palestiniens ont été délogés de l'état israélien nouvellement créé en 1948.

uns qui sont favorables à la cause et qui seraient donc prêts à faire une contribution financière. Comme technique, ce n'est rien de nouveau, puisque l'IRA envoie des représentants depuis une trentaine d'années dans les villes américaines comme Boston et New York qui contiennent des grosses populations irlando-américaines pour recueillir des fonds et souvent, l'activité se fait de façon quasi ouverte.

Lewis Ware maintient que dans le cas du terrorisme basé au Moyen-Orient, l'occident devra désormais composer avec une forme d'activité révolutionnaire que les méthodes standards d'anti-terrorisme ne pourront contrer - que l'approche contre-révolutionnaire classique d'adresser les revendications sociales, économiques et politiques n'a pas suffisamment porté fruit et ne tient plus le coup contre l'attrait d'un retour à l'Islam accompagné d'une djihad contre la corruption interne et l'impérialisme américain.<sup>28</sup> Ce fut le cas de l'Iran et on retrouve le même discours chez les Talibans et Osama ben Laden. On note d'ailleurs que les mesures entreprises par l'Égypte pour écraser l'intégrisme au début des années quatre-vingt-dix ont mené à la fusion de la djihad égyptienne à Al Qaeda. Meigs et Stevens<sup>29</sup> soulignent justement que de tels organismes s'enracinent surtout dans des pays éprouvant de sérieuses dysfonctions sociales, économiques ou politiques. Il resterait à voir, cependant, si les pays musulmans stables représentent nécessairement une terre fertile pour la promotion de l'intégrisme.

Meigs prétend que l'expérience au Viêt-Nam a rendu les Américains peu enclins à encourager le « nation-building » à l'échelle mondiale. Al Qaeda, pour sa part, tente de conférer une dimension de guerre de libération nationale à ce qu'il considère la grande

---

<sup>27</sup> Meigs : 10.

<sup>28</sup> Lewis B. Ware, *Low-Intensity Conflict in the Third World* (Maxwell Air Force Base : Air University Press, 1988), 177.

<sup>29</sup> Voir Meigs : 13 et Stevens : 11.

nation de l'islam - et veut livrer cette guerre de façon traditionnelle : l'attrition des ressources financières de l'occident jumelée à l'attrition de la volonté nationale de maintenir une présence dans la région. Vu de cette perspective, on retrouve certaines similitudes à l'expérience française en Algérie.

***Nouvelles technologies.*** Il serait une erreur de prétendre que répondre « non » à la question « à part certains progrès technologiques et l'internationalisation hors frontières du terrorisme, Al Qaeda, Hamas et l'IRA sont-ils si différents du FLN ? » laisse entendre que les nouvelles technologies ne comptent pas pour beaucoup. Au contraire, le défi posé par ces dernières est considérable, comme l'ont souligné plusieurs commentateurs. Les fonds se transfèrent d'un compte à l'autre avec une facilité qu'on ne pouvait nullement concevoir il y a vingt ans. Et quant à la communication, plusieurs journalistes ont décrit la facilité avec laquelle les membres d'Al Qaeda se sont créés des adresses « *hotmail* » pour pouvoir communiquer entre eux en toute quiétude. La promotion d'un réseau mondial de la terreur est désormais beaucoup plus facile : les rencontres face-à-face et les appels interurbains sont moins nécessaires aujourd'hui grâce à l'internet. La miniaturisation des engins tels que les bombes rend également de tels actes plus faciles à commettre. Et il va sans dire que contrer de telles avancées technologiques coûte cher.

***L'aspect culturel.*** Ce travail maintient que le terrorisme - territorial comme hors frontières - existe depuis bien des années et qu'en fait, il n'y a pas grand chose de nouveau à ce chapitre. À une différence près, cependant : les attentats contre des intérêts américains à Beyrouth, à Téhéran ou contre le *Cole* ont dérangé, mais faisaient partie des risques auxquels s'expose une grande puissance. Ce qui est nouveau est qu'un attentat majeur en provenance de l'étranger ait réussi aux États-Unis. Le professeur Keith



Dickson, décrivant le sentiment partagé par la vaste majorité des Américains, parle de l'« outrage de sang et de mort sur nos rives »<sup>30</sup> et toute analyse de la politique américaine doit absolument reconnaître qu'avec le « 9/11 », nous assistons possiblement à un choc culturel aux États-Unis d'une ampleur semblable à Pearl Harbor. Et c'est quelque chose que quiconque n'est pas Américain a peut-être du mal à saisir : parlant à un groupe d'étudiants au Collège des Forces canadiennes le 16 septembre 2003, l'ancien vice-chef d'état-major de la défense canadienne et ancien commandant de l'Aviation canadienne, le lieutenant-général à la retraite Fred Sutherland, commentait :

« Je crois fermement que nous, Canadiens, n'avons aucune idée à quel point les événements du « 9/11 » sont brûlés dans l'esprit de nos amis américains et par conséquent, du degré auquel cela affectera tous les aspects politiques et militaires de leur riposte à la menace terroriste. C'est le déterminant primordial de leur politique de sécurité. »<sup>31</sup> (traduction libre)

On retrouve des échos de ce sentiment dans la réaction française dans les années cinquante de défendre « son » territoire algérien contre le terrorisme.

Dans la même veine, on pourrait d'ailleurs prétendre que n'eut été l'attentat du 11 septembre 2001, les Américains n'auraient sûrement envahi ni l'Afghanistan ni l'Irak. Et tel que mentionné plus tôt, il faut aussi se demander si cela ne serait pas en voie d'affecter les attitudes américaines quant aux droits de la personne et comme le suggère Sutherland, vis-à-vis ce que constitue une riposte acceptable. Si, par exemple, on repérait la grotte de ben Laden et qu'on la détruisait avec une ogive, il est légitime de se

---

<sup>30</sup> Keith D. Dickson, « The New Asymmetry: Unconventional Warfare and Army Special Forces. » Joint Forces Staff College (septembre 2001) : 9. (traduction libre)

<sup>31</sup> F.R. Sutherland, aux étudiants du groupe d'étude « B » du Cours supérieur des études militaires, le 16 septembre 2003.

demander si beaucoup questionneraient la légalité (sans parler de la moralité) d'un tel geste.<sup>32</sup>

De la même façon, il semble que les Américains sont en voie de repenser leurs notions de libertés civiles, si l'on en juge par les dispositions du *USA Patriot Act*<sup>33</sup> de 2002. Cette loi du Congrès américain apporte des changements majeurs quant aux fouilles et saisies, la surveillance de l'Internet - y compris les adresses internet et les courriels, l'assouplissement des restrictions quant à la surveillance électronique - y compris la permission de déplacer la surveillance électronique pour suivre l'individu plutôt que de la restreindre à un seul téléphone, permet dorénavant un seul mandat de perquisition s'appliquant à tout le territoire américain, permet la saisie de messages vocaux, permet le partage interministériel de renseignements, contrôle davantage le mouvement hors-frontières de sommes monétaires, permet la surveillance accrue des activités de non-citoyens - y compris leur détention pendant jusqu'à sept jours, augmente le nombre d'agents de frontières, enlève l'échéance (« *Statute of Limitations* ») sur certains crimes liés au terrorisme, rend illégal l'hébergement de soupçonnés terroristes, crée de nouvelles catégories de crimes - augmente les pénalités pour les crimes existants, rend la démarche procédurale pour punir les terroristes plus facile, agrandit la définition de ce que constitue le terrorisme et rend plus facile la désignation d'un immigrant soupçonné d'activité terroriste.

Bien qu'il soit encore peut-être trop tôt pour en tirer de conclusions définitives, il se pourrait donc fort bien qu'à une époque où l'on arrête et l'on détient des individus se

---

<sup>32</sup> C'est George W. Bush lui-même qui l'a dit au Congrès et au Sénat américain quelques jours après le 11 septembre 2001 : « We will bring the terrorists to justice or we will bring justice to the terrorists. »

basant uniquement sur la couleur de leur peau (le fameux « *racial profiling* »), nous assistions à un durcissement d'attitudes et un changement dramatique de normes acceptées, comme dirait Foucault - un changement qui fait reculer de plusieurs années la notion des droits de l'individu. Il semblerait que la tendance se poursuit, si l'on se fie sur une note de service du 16 octobre 2003 où le secrétaire d'état à la défense Donald Rumsfeld dit ouvertement à ses hauts gestionnaires :

« Ce n'est qu'un début ... je crois que nous n'avons encore rien fait de vraiment audacieux. »<sup>34</sup> (traduction libre)

***Et du côté militaire ?*** Il en découle donc, comme je l'ai mentionné plus tôt, que les militaires seront peut-être également portés à se doter de moyens jugés inacceptables avant le 11 septembre 2001. En décembre 2000, le lieutenant-colonel Sadanand Varma écrivait que quiconque voulait mâter le terrorisme savait qu'il y avait une fine ligne à franchir entre les actes de guerre et les actes criminels : qu'à la diplomatie, il fallait ajouter la force, une chose qui dépassait - de loin - la marge de manœuvre disponible à la plupart des militaires.<sup>35</sup> Jusqu'à récemment, pour les pays occidentaux - la plupart des démocraties devant rendre des comptes à leurs citoyens - poser la question, c'était y répondre. Mais depuis le « 9/11 », il semble avoir très peu d'objection aux invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, deux pays souverains.<sup>36</sup> Donald Rumsfeld, dans les semaines

---

<sup>33</sup> Bernard D. Reams, Jr. et Christopher T. Anglim, *USA Patriot Act: a Legislative History of the Uniting and Strengthening of America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act, Public Law No. 107-56 (2001)* (Buffalo : William S. Hein & Co., Inc., 2002), li-iv.

<sup>34</sup> Donald Rumsfeld, note de service au général Dick Myers, M. Paul Wolfowitz., gén. Pete Pace et M. Doug Feith, 16 octobre 2003.

<sup>35</sup> Lcol Sadanand Varma, « Asymmetry - Levelling the Playing Field. » Toronto : Travail rédigé dans le cadre du Cours supérieur des études militaires au Collège des Forces canadiennes, 2000, 21.

<sup>36</sup> Je reconnais que dans le cas de l'Afghanistan, les Américains ont envahi ce pays de façon plus « légitime », ayant reçu l'approbation de l'ONU.

suivant le 11 septembre 2001, traçait les grandes lignes de ce qui semble dorénavant la nouvelle politique américaine :

« Un objectif central ... changer la base de planification en défense d'un 'modèle basé sur la menace' - qui a dominé notre façon d'agir dans le passé à un modèle basé sur les capacités'<sup>37</sup> pour l'avenir. Ce ... modèle mettra davantage l'emphase sur **comment** un adversaire pourrait nous combattre plutôt que sur **qui** il est et où cette guerre aurait lieu. (Nous reconnaissons) **qu'il ne suffit plus de nous préparer à livrer de grandes guerres conventionnelles dans des théâtres distants. Plutôt, les États-Unis devront identifier les capacités requises pour décourager et défaire des adversaires qui recourront à la surprise, la déception et la guerre asymétrique pour accomplir leurs objectifs.** »<sup>38</sup>  
(traduction libre) (mon emphase)

Il ne faut donc pas éprouver trop de surprise face à ce qui semble une nouvelle attitude américaine depuis quelque temps. En fait, l'Amérique de Bill Clinton commençait déjà depuis quelques années à porter beaucoup plus d'attention à la menace terroriste - et avait même accordé une haute priorité à la question lors du sommet du Groupe des Sept en 1996, comme l'a écrit Tom Manning.<sup>39</sup> Il n'est donc pas déraisonnable de conclure que les Américains se dirigeaient vers une ligne beaucoup plus dure de toute façon, une ligne qui fut validée davantage et considérablement accélérée après le 11 septembre 2001.

Cela représente-t-il un changement structurel de la façon de penser aux États-Unis et indirectement, ailleurs dans l'occident - le fameux « paradigm shift » dont il a été question plus tôt ? Il est probablement trop tôt pour le savoir, mais il reste que quand l'unique grande puissance de la planète se fâche, les répercussions se font sentir

---

<sup>37</sup> En anglais les termes sont « *threat-based model* » et « *capabilities-based model*. »

<sup>38</sup> U.S. Department of Defense. *Quadrennial Defense Review Report*. 30 septembre 2001, iv.

<sup>39</sup> Capf Thomas Francis Manning, « *Asymmetrical Warfare: The Counterrevolution in Military Affairs*. » Toronto : Travail rédigé dans le cadre du Cours supérieur des études militaires au Collège des Forces canadiennes, 1999, 7.

immédiatement et parfois directement - nous sommes rendus loin de ce qu'écrivait le brigadier-général Kitson il y a plus de trente ans :

« À la source du problème, il reste le fait que les qualités nécessaires pour livrer une guerre conventionnelle sont différentes de celles requises pour contrer la subversion et les soulèvements ... traditionnellement, on enseigne et on conditionne les soldats à être forts, courageux, directes et agressifs, mais quand ceux possédant ces qualités doivent combattre la subversion, ils découvrent que ces même bonnes qualités sont exploitées par l'ennemi. »<sup>40</sup> (traduction libre)

**Éléments doctrinaux.** La première pensée qui vient à l'esprit de quiconque effectue l'analyse de la composante « terrorisme » de la guerre asymétrique est qu'il semble exister un manque relatif - un vide doctrinal, en quelque sorte, car la plupart des publications - qu'elles émanent de grandes puissances ou de l'OTAN - semblent plutôt axées sur la guerre conventionnelle. Même lorsqu'il est question de guerre asymétrique, il est surtout question de manœuvre et la discussion revient presque inlassablement à un contexte de guerre conventionnelle. Par contre, une telle critique s'applique plus aux publications que les diverses forces armées définissent comme étant *spécifiquement* des textes de doctrine. En appliquant le mot « doctrine » dans son sens plus large cependant, c'est-à-dire, l'ensemble des approches, textes (qu'on les désigne « doctrinaux » ou non), pratiques et croyances d'un pays, on peut conclure qu'il existe bel et bien une doctrine. Un exemple typique serait le petit texte de Max Manwaring<sup>41</sup> sur les guerres asymétriques, où il maintient ce que beaucoup d'autres répètent depuis des années : les chefs civils et militaires devront se rendre à l'évidence et commencer à traiter ce genre d'activité comme un conflit en soi plutôt que comme une sorte de greffe aux conflits « confortables » traditionnels. Plus « officiels » encore sont certains textes tels que

---

<sup>40</sup> Frank Kitson, *Low Intensity Operations* (Harrisburg : Stackpole Books, 1971), 200.

<sup>41</sup> Max Manwaring, *Studies in Asymmetry* (Carlisle : Strategic Studies Institute, 2001), 32.

*Logistic Planning for the Low Intensity Conflict Environment*,<sup>42</sup> publié par le « Joint Chiefs of Staff » américain ou la multitude de documents émanant d'organismes à caractère officiel tels que le « Army-Air Force Center for Low Intensity Conflict »<sup>43</sup> ou le « Air University »<sup>44</sup> de la base de l'Aviation américaine Maxwell, en Alabama. Les Britanniques, grâce à leur bagage impérial et peut-être aussi à cause de leurs interminables problèmes en Irlande du Nord, ont produit plusieurs publications, brochures, etc. au sujet des opérations « *counter-insurgency*. » L'Armée française, pour sa part (peut-être inspirée en partie par ses antécédents algériens), situe la guerre asymétrique au premier plan des pages dites « doctrinales » de son site internet :

« Par ailleurs, des organisations étatiques ou non pourraient aussi recourir à des actes terroristes pour atteindre leurs buts. Cette tendance ne doit pas être négligée à l'avenir. Par opposition aux précédents, ces conflits pourraient s'inscrire dans une certaine durée, s'appuyer sur des logiques de guerre opposées, impliquant indifféremment civils et militaires et imbriquant zone des contacts, des arrières et profondeur. »<sup>45</sup>

Le ministère de la Défense du Canada, lui, transmet un message plutôt semblable :

« ... il est très possible que de futures attaques fassent intervenir des camions de transport ou des trains chargés de produits chimiques nocifs, la destruction/la perturbation de réseaux électriques vulnérables ou l'explosion de gazoducs dans des secteurs résidentiels et qu'elles occasionnent de nombreuses blessures graves en plus de déstabiliser les approvisionnements énergétiques. »<sup>46</sup>

Dans le cas de ce dernier, cependant, les critiques pourraient dire - et ils auraient raison - qu'admettre qu'il y a un problème est loin - très loin - de constituer une « doctrine », puisque la guerre asymétrique ne semble pas figurer dans les manuels de doctrine des

---

<sup>42</sup> Washington : J4 Directorate, 1987.

<sup>43</sup> Un exemple, entre autres : Col Howard Lee Dixon, *Low Intensity Conflict - Overview, Definitions, and Policy Concerns* (Langley : Army-Air Force Center for Low Intensity Conflict, 1989).

<sup>44</sup> Voir, par exemple, Jerome W. Klingaman, *Policy and Strategy Foundations for Low-Intensity Warfare* (Maxwell Air Force Base : Air University Press, 1986).

<sup>45</sup> Voir le <http://www.cdes.terre.defense.gouv.fr/sitefr/Grdlignes/default.htm>

<sup>46</sup> Voir le [http://www.vcds.forces.gc.ca/dgsp/pubs/rep-pub/dda/milassess/2002/003a\\_f.asp](http://www.vcds.forces.gc.ca/dgsp/pubs/rep-pub/dda/milassess/2002/003a_f.asp)

Forces canadiennes. En même temps, si l'on tient compte du rôle militaire relativement modeste qu'a traditionnellement joué le Canada, ce n'est peut-être pas très surprenant.

Le gouvernement américain, en créant en 2002 le *Office of Homeland Security*<sup>47</sup>, doté d'un budget de 40 milliards \$, semble pour sa part avoir pris la position qu'en ce qui concerne le territoire américain, il fallait passer aux actes - la doctrine suivra. Et à l'étranger, les déplacements des forces armées américaines en Afghanistan et en Irak laisseraient croire que la réplique, malgré tout ce qui a été dit, reste conventionnelle. Comme il a été indiqué plus tôt, il semblerait que bien qu'il ne paraisse pas exister de doctrine officielle au sein des forces américaines pour contrer le terrorisme, il existe cependant un très grand nombre de publications et de directives aux niveaux officiel et officieux et qu'il ne manque pas de matériel pour servir de guide aux militaires de ce pays. Reste à voir si ces derniers seront tentés d'y référer pour la nouvelle guerre en Irak : la victoire conventionnelle était facile - la victoire asymétrique, maintenant qu'ils ont gagné la première phase, le sera peut-être moins. Pour certains résistants aux Américains, cependant, on peut se demander si cette deuxième phase n'est pas en voie d'assumer le caractère d'une guerre de libération ressemblant un peu à l'expérience française en Algérie. Certes, il semblerait que pour les intégristes musulmans, que Saddam ait été bon ou mauvais, les Américains doivent absolument partir. Et si ce sentiment finit par gagner la majorité des Irakiens, cela risque de mal finir pour les États-Unis et il restera à voir si, à long terme, les Américains, maintenant qu'ils ont remporté une victoire conventionnelle, pourront gagner au volet asymétrique. L'histoire démontre

---

<sup>47</sup> Stevens, 20. Stevens maintient que malgré l'ampleur du budget, il leur reste beaucoup à faire et souligne que l'OHS n'a pas d'autorité opérationnelle sur les autres intervenants clés de la machine gouvernementale américaine tels que le secrétariat d'état, le secrétariat à la défense, le FBI, la CIA, les ministères de l'immigration et des transports, la garde côtière, etc.

que l'emphase démesurée des Américains sur la technologie rappelle certaines leçons durement apprises - mais peut-être aujourd'hui oubliées - au Viêt-Nam.

## CONCLUSION

La guerre d'Algérie est un exemple classique d'une guerre asymétrique où une petite force (le FLN) obtient la victoire sur une grande puissance. Cette guerre est importante à plusieurs niveaux - d'abord, parce qu'elle a marqué l'âme française peut-être plus profondément que le Viêt-Nam a marqué les États-Unis. Mais elle est surtout importante parce qu'elle sert de portrait-type de ce qu'est une guerre asymétrique, une guérilla et une guerre de libération nationale. Elle sert de mise en garde à quiconque croit que la force militaire conventionnelle suffit pour gagner. Dans les circonstances, il est difficile de voir comment la France aurait pu gagner à long terme. Évidemment, il est facile aujourd'hui de constater que l'après-guerre a contribué à accélérer un vaste processus mondial de décolonisation qui a commencé avec l'Inde et qui s'est terminé avec l'effondrement de l'URSS et l'émancipation subséquente de ses républiques. Il reste qu'en 1954, ce processus, quoique bien enclenché, ait été peut-être moins visible que maintenant.

La sorte de guerre livrée aujourd'hui par ben Laden en est-elle une de libération nationale ? Dans le sens territorial algérien, non. Mais dans le sens de l'Islam, si l'on accepte l'Islam comme étant une « nation » mondiale de fidèles, la réponse est sans doute oui, du moins, c'est ce que semble croire ben Laden. Il reste que quiconque veut étudier et comprendre le terrorisme comme élément clé d'une guerre asymétrique aurait intérêt à étudier le cas algérien. On peut relever assez de cas, de techniques et de principes de



cette guerre pour ainsi mieux comprendre les techniques qu'on devrait suivre - et pas suivre - pour mieux contrer ses effets. Mais la guerre actuelle n'en est pas une où l'adversaire sera « vaincu » dans le sens classique du terme. Dans sa manifestation actuelle, elle mérite d'être prise au sérieux, mais comme les Européens l'ont appris depuis plusieurs années, la gestion de cette sorte de guerre est une réalité quotidienne et continue.

Une doctrine de guerre asymétrique est-elle donc possible ? À mon avis, oui, dans le sens que l'ensemble des approches, des écrits et des façons de faire de plusieurs pays constituent déjà une doctrine en quelque sorte. Si la tendance se maintient, il n'est pas déraisonnable de prévoir que cela sera de plus en plus reflété dans la doctrine militaire dite « officielle » des grandes puissances telles que la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et les organismes tels que l'OTAN.

Il reste à voir si les démocraties seront prêtes à payer le prix que les Américains semblent vouloir payer, avec tout ce que cela pourrait impliquer pour nos libertés individuelles. Dans le cas des États-Unis, il est à espérer qu'un autre attentat ne viendra pas de sitôt, car les conséquences ne pourront qu'aggraver une situation déjà malheureuse. Et si oui, il faudrait peut-être reconnaître que nous assistons à un changement historique de nos mœurs sociales, culturelles et politiques.

## BIBLIOGRAPHIE

### LIVRES

Branche, Raphaëlle. *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie*. Paris : Éditions Gallimard, 2001.

Bourdrel, Philippe. *Le Livre noir de la guerre d'Algérie*. Saint-Amand-Montrond : Plon, 2003.

Dean, Lt Col David J. *Low-Intensity Conflict and Modern Technology*. Maxwell Air Force Base : Air University Press, 1986.

Dixon, Col Howard Lee. *Low Intensity Conflict - Overview, Definitions, and Policy Concerns*. Langley : Arm-Air Force Center for Low Intensity Conflict, 1989.

Fleury, Georges. *La guerre en Algérie*. Saint-Amand-Montrond : Perrin, 1999.

Horne, Alistair. *Histoire de la Guerre d'Algérie*. Paris : Albin Michel, 1980.

Jauffret, Jean-Charles et Maurice Vaïsse, (éd.). *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*. Montpellier : Éditions Complexe, 2001. Voir en particulier les articles de Jauffret, Alban Mahieu, André-Paul Comor, Jacques Frémaux, Patrick Boureille, Tramor Quemeneur, Dalila Aït-el-Djoudi, Gilbert Meynier et Sadek Sellam, qui parlent à leur tour des divers intervenants militaires dans la guerre d'Algérie : Armée française, Légion étrangère, la Marine française, l'OAS et le FLN.

Joes, Anthony James. *Modern Guerilla Insurgency*. Westport : Praeger, 1992.

Joint Chiefs of Staff. *Logistic Planning for the Low Intensity Conflict Environment*. Washington : J4 Directorate, 1987.

Kitson, Frank. *Bunch of Five*. London : Faber & Faber, 1977.

Kitson, Frank. *Low Intensity Operations*. Harrisburg : Stackpole Books, 1971.

Klingaman, Jerome W. *Policy and Strategy Foundations for Low-Intensity Warfare*. Maxwell Air Force Base : Air University Press, 1986.

Manwaring, Max G. *Internal Wars: Rethinking Problem and Response*. Carlisle : Strategic Studies Institute, 2001.

Massu, Jacques. *La Vraie Bataille d'Alger*. Évreux (France) : Plon, 1971.

O'Neill, Bard E. *Insurgency & Terrorism*. Dulles : Brassey's, Inc., 1990.

O'Neill, Bard E., William R. Heaton et Donald J. Alberts, (éd.). *Insurgency in the Modern World*. Boulder : Westview Press, 1980.

Pellissier, Pierre. *La bataille d'Alger*. Paris : Perrin, 2002.

Reams, Bernard D. Jr. et Anglim, Christopher T. *USA Patriot Act: a Legislative History of the Uniting and Strengthening of America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act, Public Law No. 107-56 (2001)*. Buffalo : William S. Hein & Co., Inc., 2002.

Sloan, Elinor C. *The Revolution in Military Affairs: Implications for Canada and NATO*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 2002.

U.S. Army Command and General Staff College. *Insurgent War - Selected Case Studies*. Fort Leavenworth : 1969.

U.S. Department of Defense. *Quadrennial Defense Review Report*. 30 septembre 2001.

U.S. Naval Institute. *Studies in Guerilla Warfare*. Annapolis : 1963.

Ware, Lewis B. *Low-Intensity Conflict in the Third World*. Maxwell Air Force Base : Air University Press, 1988.

#### ARTICLES, TRAVAUX DE RECHERCHE, ETC.

Armée française. Site internet.

<http://www.cdes.terre.defense.gouv.fr/sitefr/Grdlignes/default.htm>

Canada, ministère de la Défense nationale. Site internet.

[http://www.vcds.forces.gc.ca/dgsp/pubs/rep-pub/dda/milassess/2002/003a\\_f.asp](http://www.vcds.forces.gc.ca/dgsp/pubs/rep-pub/dda/milassess/2002/003a_f.asp)

Craig, capv David W. « Asymmetrical Warfare and the Transnational Threat: Relearning the Lessons from Vietnam ». Toronto : Travail rédigé dans le cadre du Cours supérieur des études militaires au Collège des Forces canadiennes, 1998.

Dickson, LtCol Keith D. «The New Asymmetry: Unconventional Warfare and Army Special Forces ». Joint Forces Staff College, septembre 2001.

Goulding, Vincent J., Jr. « Back to the Future with Asymmetric Warfare », *Parameters* 30, n° 4 (hiver 2000-2001) : 21-30.

Gray, Colin S. « Thinking Asymmetrically in Times of Terror », *Parameters* XXXII, n° 1 (printemps 2002) : 5-14.

Guelton, Frédéric. « The French Army 'Centre for Training and Preparation in Counter-Guerrilla Warfare' (CIPCG) at Arzew », *The Journal of Strategic Studies [Special Issue on France and the Algerian War 1954-62 - Strategy, Operations and Diplomacy]* 25, n° 2 (juin 2002) : 35-53.

Manning, capf Thomas F. « Asymmetrical Warfare: The Counterrevolution in Military Affairs ». Toronto : Travail rédigé dans le cadre du Cours supérieur des études militaires au Collège des Forces canadiennes, 1999.

Meigs, Montgomery C. « Unorthodox Thoughts about Asymmetric Warfare », *Parameters* XXXIII, n° 2 (été 2003) : 4-18.

Metz, Steven. « Strategic Asymmetry », *Military Review* (juillet-août 2001) : 23-31.

Rumsfeld, Donald. « Global War on Terrorism ». Note de service transmise à ses hauts gestionnaires, 16 octobre 2003.

Stevens, lcol Eric D. « Asymmetric Warfare: New Networks Against Network Terrorism ». Toronto : Travail rédigé dans le cadre du Cours supérieur des études militaires au Collège des Forces canadiennes, 2002.

Varma, lcol Sadanand. « Asymmetry - Levelling the Playing Field ». Toronto : Travail rédigé dans le cadre du Cours supérieur des études militaires au Collège des Forces canadiennes, 2000.

Williams, Thomas J. « Strategic Leader Readiness and Competencies for Asymmetric Warfare », *Parameters* XXXIII, n° 2 (été 2003) : 19-35.

Wilson, G.I., John P. Sullivan et Hal Kempfer. « 4GW: Tactics of the Weak Confound the Strong », *Military.com* ([www.military.com](http://www.military.com)), 8 septembre 2003 : 1-5

## FILM

*La Bataille d'Alger*. Produit par Antonio Masu de Saadi (Rome) et Yacef d'Igor (Alger). Casbah Films Distributors, 1967.